

SDIS 03 – Divers travaux dans les CS Programme 2020-2022 - CS le Montet – Réfection de la couverture

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2024SD0025

Date limite de remise des plis

22 / 05/ 2024 à 12 heures

Seules les offres dématérialisées sont autorisées mais sans obligation de les signer lors du dépôt.

ATTENTION, depuis le 1er octobre 2018, la signature électronique des marchés est exigée par le Département pour l'attributaire. Vous devez donc vous procurer un certificat de signature électronique.

■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	SDIS 03 – Divers travaux dans les CS Programme 2020-2022 - CS le Montet – Réfection de la couverture
Acheteur	Service Départemental d'Incendie et de Secours / Mandataire : Département de l'Allier
Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
Structure	3 lots
Lieu d'exécution	Centre de Secours Richevieuille 03240 LE MONTET
Durée	3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux + 1 mois de préparation
Développement durable	Clause environnementale
Pénalités de retard	Cf article 8.1 du CCAP
Variation des prix	Fermes actualisables formule variable selon les prestations
Nature des prix	Prix forfaitaires

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Service Départemental d'Incendie et de Secours

5 rue de l'Arsenal
CS 10002
03401 YZEURE
Téléphone : 04 70 35 80 00

Mandataire :

Département de l'Allier
Hôtel du Département
1, avenue Victor Hugo
BP 1669
03016 Moulins Cedex

Téléphone : 04.70.34.40.03

Site internet : <http://www.allier.fr>

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.info>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **SDIS 03 – Divers travaux dans les CS Programme 2020-2022 - CS le Montet – Réfection de la couverture**

La présente consultation concerne la réfection de la couverture existante en fibro ciment du centre de secours du Montet. La partie couverte en tuiles n'est pas concernée par la présente consultation.

Ces travaux font partie d'une autorisation de programme divers travaux Programme 2020-2022 qui comprenait 2 tranches de travaux :

- une tranche ferme, qui comprenait des travaux sur 3 centres de Secours Trezelle, Cosne*

d'Allier et Le Montet:

- une tranche optionnelle 1 qui comprenait des travaux de réfection de couverture au CSP de Vichy et au CS du Montet

Code CPV	Libellé CPV
45262660-5	Travaux de désamiantage
45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
45232330-4	Montage d'antennes
45232332-8	Ouvrages annexes de télécommunications

■ **Allotissement :**

La consultation est décomposée en 3 lots :

Objet
Lot n°1 Désamiantage (CPV 45262660-5 : Travaux de désamiantage)
Lot n°2 Charpente - Couverture - Bardage (CPV 45261000-4 : Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes)
Lot n°3 Pylône et Antennes (CPV 45232330-4 : Montage d'antennes - 45232332-8 : Ouvrages annexes de télécommunications)

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>
ou sur www.allier.fr – rubrique Les marchés publics.

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la Consultation
- Acte d'engagement ;
- Cadre de mémoire technique commun à tous les lots ;
- Décomposition du prix global et forfaitaire – formats Excel et PDF **1 par lot** ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « généralités communes » ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) **1 par lot** ;
- Plans ;
- Diagnostic amiante avant travaux ;
- Diagnostic charpente ;
- Planning prévisionnel des travaux ;
- PGC SPS ;
- RICT ;
- Lettre de candidature (DC1) et annexe habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;

- Notice Dématérialisation facture CD03 ;
- Notice Dématérialisation Marchés Publics CD03 ;
- Notice Remise des plis par voie électronique.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

En cas d'attribution du contrat à un groupement conjoint, celui-ci-devra revêtir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

Les candidats peuvent de manière facultative effectuer une visite du site dans les conditions suivantes :

- Personne à contacter : Monsieur BERNARD (SDIS) - 06 72 95 10 86
- Dates et horaires : **le 13 mai à 14h00**

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (à remplacer pour les opérateurs économiques nouvellement créés par les diplômes, les titres et qualifications des dirigeants).
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Déclaration de sous-traitance DC4 (disponible sur le site du Ministère de l'Économie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles (QUALIBAT 1552 ou équivalent). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen

Document	Descriptif
(Uniquement pour le lot 1)	(certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En cas de cotraitance, chacun des membres du groupement doit présenter l'intégralité des documents permettant de vérifier sa situation juridique et les documents nécessaires pour prendre en compte la ou les compétence(s) demandée(s).

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- le DC2 (capacités économiques et financières, références professionnelles et capacités techniques) et le DC4 ci-joints,
- ou toutes les informations comprises dans ces documents sur papier libre.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Document joint à compléter – 1 par lot
Décomposition du prix global et forfaitaire	Document joint à compléter – 1 par lot
Cadre de mémoire technique	Document joint à compléter – 1 par lot
SOGED (pour le lot 1)	Document par l'entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier
Attestation d'assurance de responsabilité civile	Attestation d'assurance de responsabilité civile
Attestation d'assurance de responsabilité civile décennale	Attestation d'assurance de responsabilité civile décennale
Facultatif : annexe 1 au règlement de la consultation	Annexe (« Dites le nous 1 fois ») récapitulant les documents et renseignements demandés au présent règlement de consultation qui ont déjà été transmis au Département de l'Allier et demeurent valables pour la présente consultation

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde du présent document, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ Modalités de signature

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Aide technique

Les pré-requis et l'utilisation de la plateforme sont à vérifier sur <https://www.marches-publics.info/accueil.htm>, rubrique PRATIQUE.

En outre, une aide est à votre disposition au 08 92 14 00 04 (prix d'un appel local + 0,40 cts/min), ou à l'adresse suivante : support-entreprises@aws-france.com. Vous pouvez également consulter le tutoriel pour déposer un pli sur <https://www.allier.fr/615-aide-pour-deposer-une-offre.htm>.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat.

Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé dans les délais de remise des offres, à l'adresse suivante :

Département de l'Allier
Hôtel du département
DFI CP – Service Commande Publique
1, avenue Victor Hugo BP 1669
03016 Moulins cedex

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil

d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Pour toute précision il convient de se reporter à la documentation suivante : <https://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants pour chacun des lots :

Critère	Complément
1. Prix (70 %)	La note sera attribuée par application de la formule suivante sur la base du montant porté à l'acte d'engagement : (offre la plus basse / offre analysée) *10
2. Valeur technique (30 %)	La note technique sera attribuée sur la base des éléments fournis par le candidat dans son cadre de mémoire technique précisant :
	- Personnel de chantier (2 pts) Adéquation des moyens humains et matériels mis en œuvre pour ce type de chantier
	- Sécurité de chantier (5 pts) Disposition prises notamment sur la sécurité pour les occupants des bâtiments et les ouvriers de l'entreprise
	- Valeur technique des matériaux et équipements et mise en œuvre (3 pts) Fournir les fiches produits

Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur 10**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.

La note totale est notée : **Sur 10.**

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre inacceptable

de régularisation par l'acheteur.

Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront menées par tout moyen (présentiel, téléphone, courriel, profil acheteur...). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit sur le profil acheteur exclusivement. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent faire parvenir **8 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite **via le profil acheteur uniquement**. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
63033 Clermont-Ferrand Cedex 01
Tél : 04 73 14 61 00 - Fax : 04 73 14 61 22
greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation : L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

ANNEXE 1 « Dites-le nous 1 fois »

Objet de la (ou des) consultation(s) pour laquelle (lesquelles) les documents et renseignements demandés au présent règlement de consultation ont déjà été transmis au Département de l'Allier et demeurent valables pour la présente consultation :

	Objet de la consultation	Documents déjà transmis	Date de l'offre
1			
2			
3			
4			